



## Journée internationale du bonheur Le ministre Pentiah honore la cérémonie par sa présence

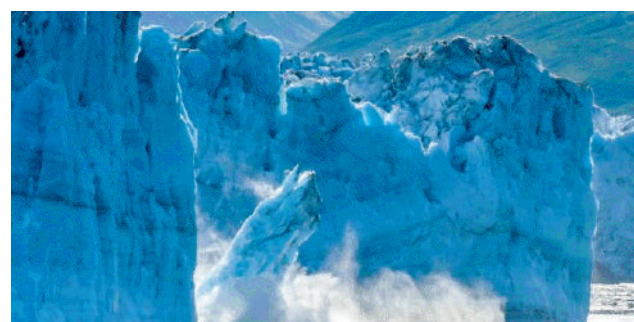
Page 3



Arrestation d'Ekrem Imamoglu

«Erdogan  
ne veut  
plus voir  
le moindre  
opposant  
politique»

Page 4



Journée Mondiale de L'Eau 2025

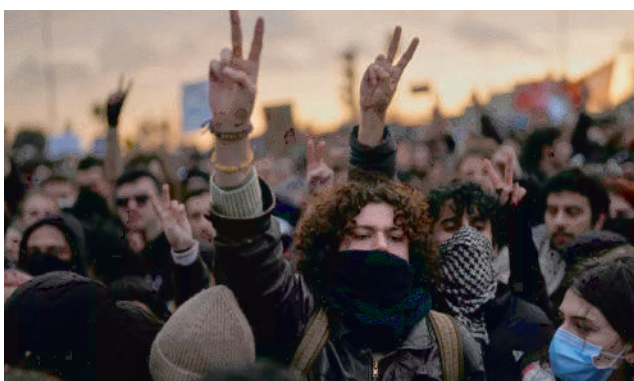
## Sauvons nos glaciers

Page 2



## À Taïwan, les manœuvres de Pékin pour forcer les citoyens à espionner pour son compte

Page 4



## En Turquie, une quatrième nuit de manifestations après l'arrestation du maire d'Istanbul

Page 5

## UEFA - LIGUE DES NATIONS MATCHES ALLER - RETOUR (HIER SOIR)



Danmark 1 Portugal 0  
Le Danemark fait  
chuter logiquement  
le Portugal de Ronaldo

Page 8



Pays Bas 2 Espagne 2  
Un match  
spectaculaire  
mais pas de  
vainqueur entre  
les Pays-Bas  
et l'Espagne

Page 7



A la télé aujourd'hui

	13:438 PASSION AND POWER 14:02 L'HOMME QUI VALAIT TROIS MILLIARDS 15:00 SAMACHAR 15:14 THE HOLIDAY 17:24 YOUR LOVE IS MY FORTUNE 18:00 SAMACHAR 18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA 18:50 DOREE 19:30 LE JOURNAL TELEWISE 20:10 HAWAII 5-0 20:53 BLUE LIGHTS 23:30 LE JOURNAL TELEWISE
	17:52 LE MAG 18:03 PASSION AND POWER 18:34 LES RICHES PLEURENT AUSSI LOS RICOS TAMBIEN LLORAN 19:00 ZOURNAL KREOL 19:23 LE MAGAZINE DE L'EMPLOI 19:29 RODRIG PROG : PLAT DU CHEF 20:00 AN ETA DALERT 20:25 KONN OU DRWA 20:53 TOUS EGAUX 21:07 MORISIEN KONN OU LA SANTE 21:25 LE MAG 22:54 LA JOURNEE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR 23:00 ZOURNAL KREOL 23:57 RODRIG PROG : ALA NOU VINI
	15:00 SAMACHAR 15:30 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR 15:50 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR 16:01 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR 16:11 SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI 17:30 SAYINGS RADHA KRISHNA 18:00 SAMACHAR 18:31 TARK VITARK 19:30 SANGEET SANKRANTI 19:47 CHIKITSA AUR SWASTHEY 20:40 RAMAYAN 20:10 PRAYAGRAJ MAHAKUMBH MELA 2025 21:05 TEEN DEVIYAN
	14:00 RAJAA BETAA 15:30 RAJU BAJRANGI 18:00 SAMACHAR 18:31 SAYINGS RADHA KRISHNA 18:32 KUNDALI BHAGYA 19:02 UDAARIYAAN 19:30 DHARAM PATNI 20:01 MITHAI 20:30 YASHOMATI MAIYYA KE NANDLALA 20:59 ANUPAMAA 21:30 MERE SAI - SHRADDHA AUR SABURI 22:00 KISMAT KI LAKIRON SE 22:30 MERE DAD KI DULHAN 23:01 RAJAA BETAA 23:30 RAJU BAJRANGI
	14:42 SHIFT 15:59 GO ASTRO BOY GO! 16:12 SAM LE POMPIER 18:00 ECO AFRICA 18:30 THE 77 PERCENT 19:21 STUDENT SUPPORT PROGRAMME: GRADE 7: 20:03 ALL THE FLOWERS/ LES AROMES DU COEUR 20:30 NEWS 20:51 TRAVEL 21:07 SKYSCRAPER 22:48 TOMORROW TODAY 23:43 HALLIG LIFE IN THE CLIMATE CRISIS

Journée Mondiale de L'Eau 2025  
Sauvons nos glaciers

Cette année, l'accent est mis sur la fonte des glaciers, réservoirs essentiels à l'approvisionnement en eau douce.

Leur fonte rapide, amplifiée par le réchauffement climatique, affecte directement les rivières, les lacs et l'accès à l'eau pour des millions de personnes à travers le monde.

En 2023, les glaciers ont perdu plus de 600 milliards de tonnes d'eau, soit la plus grande perte de masse enregistrée en 50 ans.

70 % de l'eau douce de la Terre se trouve sous forme de neige ou de glace.

Deux milliards de personnes dépendent de l'eau des glaciers, de la fonte des neiges et du ruissellement des montagnes pour l'eau de boisson, l'agriculture et la production d'énergie.

Pourquoi la préservation des glaciers est-elle aussi cruciale ?

Une réserve d'eau douce à long terme

Les glaciers jouent un rôle fondamental dans la régulation des ressources en eau douce.

Ils stockent environ 70 % de l'eau douce de la planète sous forme de glace.

La hausse des températures dues au changement climatique accélère leur fonte, provoquant à terme la disparition progressive de ces précieux réservoirs.

Une régulation des débits des rivières

Les glaciers sont des réservoirs naturels qui libèrent progressivement de l'eau en fondant, pour notamment :

- Alimenter les cours d'eau en été,



lorsque les précipitations sont faibles. Pendant les saisons sèches ou en période de sécheresse, leur fonte fournit une source d'eau essentielle aux rivières et aux nappes phréatiques.

- Éviter les crues (l'excès d'eau est stockée en hiver sous forme de glace).

Un soutien aux écosystèmes

Les glaciers alimentent en effet les rivières qui irriguent les forêts, les plaines et les terres agricoles. Sans eux :

- Les rivières risquent de s'assécher en été.
- Les écosystèmes aquatiques (poissons, plantes) seraient menacés par des variations brutales du débit et de la température de l'eau.

La diminution des glaciers perturbe gravement le cycle naturel de l'eau, entraînant des risques pour l'approvisionnement en eau, mais aussi pour la biodiversité et la sécurité alimentaire, à mesure de la diminution des cours d'eau.

Une contribution à l'hydroélectricité

Les glaciers contribuent à l'hydroélectricité dans de nombreuses régions montagneuses. L'eau de fonte des glaciers est utilisée pour produire de l'hydroélectricité, une énergie renouvelable essentielle. Si les glaciers disparaissent, cela met en danger l'approvisionnement énergétique de nombreuses populations.

Une influence sur le climat local

Les glaciers réfléchissent une grande partie des rayons du soleil (effet « albédo »), et permettent ainsi de maintenir des températures plus fraîches dans les régions montagneuses. Leur disparition accélère le réchauffement climatique et modifie les régimes de précipitations.

49% des Français estiment que les mesures pour préserver les ressources en eau ne sont pas suffisamment efficaces

Espagne

La ville d'Avila menacée par les inondations

L'Espagne est touchée par la dépression de forte intensité baptisée Martinho, la quatrième à frapper le pays en deux semaines.

La ville d'Avila près de Madrid en Espagne se retrouve partiellement sous les eaux ce samedi 22 mars et les autorités sont mobilisées pour faire face à ces inondations provoquées par des semaines d'intenses précipitations dans le pays. «Nous avons maintenu l'état d'urgence et d'alerte dans la ville d'Avila», a déclaré à la télévision publique le maire, Jesús Manuel Sánchez Cabrera, en référence aux dispositifs de mobilisation des autorités face à cette crue.

Les images diffusées par les télévisions montrent plusieurs quartiers d'Avila -ville célèbre pour ses fortifications située à une centaine de kilomètres de la capitale espagnole - et des zones agricoles totalement inondées par la crue de la rivière Adaja.

Fonte des neiges

Les autorités craignent que la fonte des neiges des montagnes environnantes n'accentue encore ces inondations. Il y a «une grande quantité de neige accumulée» sur les sommets «et nous attendons de voir comment va se produire cette fonte» et quel



impact elle aura sur la montée des eaux, a expliqué le maire de la ville.

Selon lui, la récente baisse des températures pourrait ralentir son impact. Mais les précipitations prévues en fin de journée pourraient au contraire l'accélérer.

Quatre dépressions de forte intensité en deux semaines

L'Espagne est touchée par la dépression de forte intensité baptisée Martinho, la quatrième à frapper le

pays en deux semaines. Quatorze régions du pays sont samedi en alerte pour pluies, neige, vents et forte houle.

La tempête Laurence, qui vient de s'abattre en début de semaine sur le sud du pays, a fait trois morts. Les fortes pluies qui s'abattent sur l'Espagne depuis début mars sont sur le point de mettre fin à la grave sécheresse à laquelle le pays a été confronté depuis plus de trois ans, selon l'agence météorologique.





## Journée internationale du bonheur Le ministre Pentiah honore la cérémonie par sa présence

ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, M. Lutchmanah Pentiah, à l'occasion de la Journée internationale du bonheur.

Le ministre Pentiah a participé vendredi à Wooton à un événement organisé par la Fondation Art of Living (Maurice) sur le thème « Stratégies pour le bien-être ».

M. Lutchmanah Pentiah a réaffirmé l'engagement du gouvernement à promouvoir le bonheur pour tous. « En tant que ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, ma mission est d'insuffler

l'innovation, d'apporter transformation et réforme afin de mettre en place un service centré sur l'humain et d'excellence, afin de mieux gérer la fonction publique et de servir la nation », a-t-il déclaré.

En ce qui concerne l'Institut Atal Bihari Vajpayee de service public et d'innovation récemment inauguré, le ministre a souligné qu'il contribuera à promouvoir le concept d'enseignement supérieur parmi les fonctionnaires et à garantir qu'ils restent des ressources qualifiées.

La quête du bonheur, l'altruisme, l'accomplissement des devoirs, ainsi que la cul-

ture de la droiture, de l'humilité et de la sagesse étaient au cœur du discours du

## À Taïwan, les manœuvres de Pékin pour forcer les citoyens à espionner pour son compte

Le nombre de personnes poursuivies à Taïwan pour espionnage a fortement augmenté ces dernières années. Selon le Bureau de la Sécurité nationale de Taïwan, 64 personnes ont été poursuivies pour espionnage pour le compte de la Chine en 2024.

Taïwan, dont le président a qualifié la Chine de « force étrangère hostile » la semaine dernière, est la cible de manœuvres de déstabilisation de la part de Pékin, et selon des experts, la menace vient de plus en plus... de ses propres ressortissants. D'après l'agence de renseignement de Taïwan, la Chine utilise « des canaux et des tactiques » éclectiques pour infiltrer son armée, ses agences gouvernementales ainsi que les organisations chinoises de l'île.

Les principales cibles sont les retraités de l'armée et les militaires d'active, motivés par le gain, victimes de chantage, ou guidés par une idéologie prochinoise. L'objectif: qu'ils volent des documents classés secret-défense, fassent vœu de reddition à l'armée chinoise ou mettent en place des groupes armés pour aider les éventuelles forces d'invasion.

Le nombre de personnes poursuivies à Taïwan pour espionnage a fortement augmenté ces dernières années, selon les données officielles. Le Bureau de la Sécurité nationale de Taïwan a déclaré que 64 personnes avaient été poursuivies pour espionnage pour le compte de la Chine l'année



dernière, contre 48 en 2023 et 10 en 2022. En 2024 figuraient parmi elles 15 vétérans et 28 militaires en service.

### Une infraction criminelle

« En général, pour les violations de la loi sur la sécurité nationale, le taux de poursuites pour le personnel militaire est relativement élevé », a confié à l'AFP le procureur général Hsing Tai-chao, du Bureau des Procureurs suprêmes. « Cela ne veut pas dire que les gens ordinaires ne s'engagent pas dans des activités similaires » mais que « de telles actions ne constituent pas toujours une infraction criminelle pour les personnes ordinaires », au contraire des militaires, tenus à de plus strictes obligations quant à la sécurité nationale, a-t-il précisé.

Taïwan et la Chine entretiennent historiquement des liens politiques, culturels et éducatifs, notamment en raison de liens familiaux et d'une langue partagée, le mandarin. Alors que ces échanges ont diminué ces dernières années en raison des tensions dans le détroit mais aussi de la pandémie de Covid, Pékin a trouvé d'autres moyens de recruter des espions sur l'île, selon des experts.

### Un réseau « en constante croissance »

La Chine est passée par des banques informelles qui offraient des prêts ou effaçaient les dettes des militaires ou ex-militaires en échange d'informations, lorsque d'autres ont été approchés via des jeux en ligne.

L'agence de renseignement taïwanaise a déclaré que la Chine avait aussi fait appel à « des criminels pour recruter d'anciens militaires afin qu'ils mobilisent leurs anciens camarades pour créer des « brigades de tireurs d'élite », et planifient des missions contre des unités taïwanaises et des ambassades étrangères ».

Enfin, des chanteurs, des influenceurs ou encore des politiciens ont également été contraints d'obéir aux ordres de Pékin, répandant des infos, exprimant des opinions prochinoises ou obtenant des renseignements, selon Puma Shen, député du Parti démocrate progressiste (PDP).

Le réseau d'espionnage de la Chine était « en constante croissance », a déclaré le député, qui a étudié les opérations d'influence chinoises et a été sanctionné l'année dernière par Pékin pour prétendu « séparatisme ». « Ils essaient d'affaiblir non seulement notre défense, mais aussi tout le système démocratique. »

Le président Lai Ching-te, qui appartient aussi au PDP, a qualifié la Chine de « force étrangère hostile » la semaine dernière. Il a déclaré envisager de rétablir des tribunaux militaires pour juger les affaires d'espionnage chinois impliquant des membres des forces armées, une question sensible à Taïwan où la loi martiale a été imposée pendant près de 40 ans. De récentes enquêtes montrent que la plupart des Taïwanais ne sont pas en faveur de l'unification avec la Chine.

## Les touristes se désintéressent de plus en plus des États-Unis de Trump

À New York, qui a accueilli 12,9 millions de voyageurs étrangers en 2024, l'effet est déjà perceptible avec des annulations des Canadiens auprès de tour-opérateurs et une baisse des recherches sur internet (hôtels, spectacles).

En quelques semaines, le ciel s'est assombri pour le tourisme aux États-Unis dans le sillage de décisions du président Donald Trump, dont la teneur hérisse certains visiteurs étrangers et qui leur fait craindre un bond des prix et un dollar plus fort.

Les entrées de voyageurs étrangers sur le sol américain devraient reculer en 2025 de 5,1% par rapport à l'année précédente, contre une hausse anticipée auparavant de 8,8%, selon un rapport publié fin février par Tourism Economics. Leurs dépenses devraient être inférieures de 10,9%. Depuis cette publication, « la situation a empiré (...) et le résultat sera probablement pire », relevait

mardi Adam Sacks, président de Tourism Economics, y voyant les « conséquences de l'antipathie envers les États-Unis ».

Ces dernières semaines, l'administration Trump a instauré des droits de douane contre Canada, Mexique et Chine et menacé l'Union européenne de lui en imposer. Parallèlement, des agences gouvernementales ont été fermées ou privées de financements (Parcs nationaux, USAID), des milliers de fonctionnaires licenciés, tandis que Donald Trump échauffait des plans controversés pour les guerres en Ukraine et à Gaza.

« La polarisation engendrée par la politique et la rhétorique du gouvernement Trump (...) vont décourager les voyages aux États-Unis », estime Tourism Economics, évoquant également des « pressions » pour ne pas y organiser d'événements (conférences, sports, etc). L'Institut du forum touristique mondial (WTFI) anticipe un « impact important » sur

les arrivées internationales, s'attendant à une « refonte » du secteur. Il rappelle que, lors du premier mandat de Donald Trump, moins de Chinois étaient venus.

### Les touristes canadiens désertent les États-Unis

Quelque 35% des habitants de seize pays d'Europe et d'Asie interrogés par YouGov en décembre étaient moins enclins à venir aux États-Unis sous Trump. 22% l'étaient davantage.

Les touristes d'Europe de l'Ouest - 37% des visiteurs en 2024 - sont les plus susceptibles de choisir d'autres destinations, avec les Canadiens et les Mexicains. L'U.S. Travel Association prévenait début février que des tarifs douaniers rebutteraient les Canadiens, premier contingent de touristes étrangers dans le pays (20,4 millions en 2024). D'après Statistics Canada, les retours frontaliers de Canadiens ont chuté de 23% en février sur un an, second recul mensuel consécutif.

À New York, qui a accueilli 12,9 millions de voyageurs étrangers en 2024, l'effet est déjà perceptible avec des annulations des Canadiens auprès de tour-opérateurs, une baisse des recherches sur internet (hôtels, spectacles), explique à l'AFP Julie Coker, présidente de NYC Tourism, qui a abaissé en février ses prévisions pour l'année. United Airlines a constaté une « grosse chute » des voyages du Canada vers les États-Unis ainsi qu'une baisse de la demande en voyages intérieurs, comme plusieurs concurrents.

Pour Tourism Economics, le secteur touristique pourrait perdre environ 64 milliards en 2025 de revenus du fait de l'atrophie des voyages internationaux et domestiques.

Les professionnels craignent également les effets du resserrement de la politique migratoire sur les grands événements comme la Ryder Cup (2025), la Coupe du monde de football (2026) et les JO d'été à Los Angeles (2028).



## Arrestation d'Ekrem Imamoglu

# «Erdogan ne veut plus voir le moindre opposant politique»

**Le maire d'Istanbul et principal rival politique du président Recep Tayyip Erdogan, Ekrem Imamoglu, a été arrêté mercredi pour corruption et terrorisme, alors qu'il devait être désigné dimanche prochain le candidat du CHP, première force d'opposition au Parlement, pour l'élection présidentielle de 2028. Tout sauf un hasard du calendrier, selon son parti et les experts.**

L'onde de choc provoquée par l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, continue de provoquer des secousses à Istanbul où une foule de manifestants s'est massée, jeudi 20 mars, devant le siège de la municipalité pour le deuxième soir d'affilée pour exprimer son soutien au maire de la ville.

Figure de l'opposition en Turquie, ce dernier a été arrêté mercredi pour "corruption" et "terrorisme", alors qu'il devait être désigné dimanche comme le candidat du CHP (Parti républicain du peuple, social-démocrate), première force d'opposition au Parlement, à la prochaine élection présidentielle prévue en 2028.

Et ce, même si l'annulation de son diplôme de l'enseignement supérieur le prive de facto de toute possibilité de briguer la magistrature suprême, ce certificat étant exigé par la Constitution turque pour toute candidature aux fonctions de chef de l'État.

Au lendemain de son placement en garde à vue, Ekrem Imamoglu a appelé la nation à réagir et les juges à "ne pas se taire".

Signe de la nervosité du pouvoir turc, l'accès à plusieurs réseaux sociaux et messageries, dont WhatsApp, était toujours restreint à Istanbul, selon la plateforme de surveillance de l'Internet Free Web Turkey. Et le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a fait état sur X de l'arrestation de 37 internautes pour des "messages provocateurs" sur les réseaux sociaux.

### "Erdogan a peur"

L'arrestation d'Ekrem Imamoglu "est une attaque majeure contre l'opposition et, plus généralement, contre la démocratie turque, dénonce İlhan Uzgel, professeur de relations internationales et vice-président du CHP. Recep Tayyip Erdogan a peur parce qu'il [Imamoglu] est en tête, devant lui, dans tous les sondages d'opinion, et réalisant qu'il ne pourrait pas l'emporter dans une élection libre et équitable, il essaye d'éliminer son principal rival politique".

Estimant que "la démocratie est en déclin en Turquie", İlhan Uzgel affirme que le pays suit "une trajectoire autoritaire avec un pouvoir contrôlant l'ensemble du système judiciaire et un procureur nommé par le chef de l'État qui mène toutes les procédures contre les forces d'opposition à Istanbul".

Et de préciser : "Nous sommes en train de passer d'un autoritarisme compétitif [terme désignant les régimes hybrides mêlant des pratiques autoritaires et démocra-

tiques, NDLR] à un autoritarisme non compétitif, étant donné que Recep Tayyip Erdogan ne veut plus voir le moindre opposant politique".

"Sauf que nous sommes le plus ancien parti de Turquie, insiste-t-il. Celui-là même qui s'est imposé comme la première force politique du pays lors des dernières élections locales [de mars 2023, NDLR] après avoir infligé une sévère défaite à Erdogan. Il est donc très en colère et essaie de se venger de l'opposition."

Le président turc avait mis tout son poids politique dans la campagne électorale de 2023, spécialement à Istanbul dont il fut le maire dans les années 1990 et qui avait basculé dans l'opposition en 2019 grâce à... Ekrem Imamoglu. Sa bête noire politique.

"Je crois que tous les analystes qui travaillent sur la Turquie se demandent si Erdogan n'a pas dépassé la ligne rouge, confie Dorothee Schmid, chercheuse à l'Ifri, responsable du programme Turquie contemporaine. L'élection présidentielle n'étant pas théoriquement pour tout de suite, on est presque étonné de voir tous les moyens qui sont mis en œuvre, peut-être trop tôt finalement, pour neutraliser Imamoglu."

### Piques contre le pouvoir

Selon l'autrice de "La Turquie en 100 questions" (Tallandier, édition revue, 2023), l'arrestation du maire d'Istanbul met en lumière "une crispation évidente d'Erdogan parce que sa base électorale est en train de s'éroder, et peut-être aussi parce qu'il a vu Imamoglu devenir beaucoup plus agressif dans sa rhétorique à l'égard du gouvernement".

L'arrestation du maire d'Istanbul intervient alors qu'il avait multiplié les piques contre le pouvoir pendant la campagne de la primaire organisée par son parti, à mesure que les inculpations pleuvaient contre lui : corruption, terrorisme, trucage de marchés publics ou encore insulte au procureur. Des accusations qu'il a rejetées en bloc et qu'il a qualifié de "harcèlement judiciaire".

"Peut-être aussi qu'Erdogan s'est senti conforté par le contexte extérieur, ajoute Dorothee Schmid. Il est très important de voir qu'aujourd'hui la Turquie se sent vraiment en position de force diplomatiquement, sur plusieurs fronts."

La spécialiste évoque également une possible usure du pouvoir. "Erdogan se sent certainement plus fragile, pointe-t-elle. Mais paradoxalement, il pense que des mesures d'autorité extrêmes peuvent le préserver. Or, je pense que les dernières municipales auraient dû lui montrer que c'était une erreur."

"Pendant longtemps, le président turc s'est vanté de gagner les élections. Il les remportait effectivement assez facilement, assez correctement, note encore Dorothee Schmid. Mais depuis au moins 2018, nous avons quand même observé des campagnes électorales très inéquitables, des arrestations d'opposants, je pense notamment

aux différents partis pro-kurdes. Et puis là, aujourd'hui [avec l'arrestation d'Ekrem Imamoglu], c'est vraiment la dernière variable possible pour essayer de continuer à occuper le terrain électoral."

### Collusion avec le PKK

Plus globalement, Dorothee Schmid perçoit une manœuvre du président turc sur deux niveaux. "Le premier terrain, c'est le processus de paix avec le PKK [le Parti des Travailleurs du Kurdistan, considéré comme terroriste par Ankara, NDLR] pour récupérer le vote kurde. La deuxième consiste à empêcher le CHP de se renforcer, de se consolider et de constituer une vraie menace."

Le PKK a approuvé début mars l'appel de son chef historique Abdullah Öcalan – lancé à l'issue de quatre mois de dialogue initié par Ankara – à cesser les hostilités avec la Turquie et à ouvrir les discussions en vue de sa dissolution. Une perspective sur laquelle pourrait capitaliser Recep Tayyip Erdogan.

Or, dans le communiqué du bureau du procureur d'Istanbul, Ekrem Imamoglu est accusé d'être "à la tête d'une organisation criminelle à but lucratif" dans le cadre de l'enquête sur la corruption, ainsi que "d'aide au PKK", dans le cadre d'une deuxième enquête.

"Comme d'habitude, lorsqu'il cherche à placer en détention un opposant, le pouvoir l'accuse d'être corrompu ou d'être lié à une organisation terroriste, déplore İlhan Uzgel. Il n'y a aucune raison pour que Ekrem Imamoglu ait un quelconque lien avec une organisation qui a été désignée comme une organisation terroriste par l'État."

"Il n'y a aucune logique derrière cette accusation, le pouvoir lui-même mène en ce moment des négociations avec le leader du PKK, c'est contradictoire, poursuit-il. Ces allégations sans fondement ne visent qu'à l'éliminer en tant que rival politique, c'est le cœur du sujet."

En théorie, malgré l'amoncellement des accusations, rien n'empêche le parti de désigner le maire d'Istanbul comme son candidat, et ce, même s'il est placé en détention au terme de sa garde à vue.

"Nous allons résister à toutes les mesures de répression et nous sommes déterminés à organiser les primaires dimanche, comme cela était prévu, assure İlhan Uzgel. Nous allons exhorter tous nos membres à voter pour la nomination d'Ekrem Imamoglu. Ce n'est certainement pas une coïncidence s'ils l'ont arrêté quelques jours avant ces primaires."

"Il est tout à fait possible, s'il reste en prison, qu'Ekrem Imamoglu soit désigné comme candidat, souligne de son côté Dorothee Schmid. Il existe un précédent avec Selahattin Demirtas [le chef du parti pro-kurde HDP arrêté en novembre 2016, NDLR], qui avait été candidat depuis sa cellule, même si évidemment, il aura moins de chances de gagner une élection."

## Incendie à Heathrow vendredi matin

# Reprise progressive des vols à Heathrow après une journée de chaos

**Le trafic aérien a commencé à reprendre vendredi soir à l'aéroport londonien d'Heathrow, qui a été fermé une bonne partie de la journée en raison d'une panne d'électricité causée par un incendie, qui ne semble pas criminel selon les pompiers.**

Cet incendie qui a pris dans la nuit de jeudi à vendredi dans le poste de transformation électrique de Hayes, dans la banlieue ouest de Londres, qui dessert l'aéroport, "ne semble pas suspect", ont déclaré vendredi soir les pompiers de Londres.

L'enquête va se concentrer "sur l'équipement de distribution électrique", a ajouté la London Fire Brigade.

Des avions ont commencé à atterrir autour de 19H00 GMT, a constaté un journaliste de l'AFP. L'aéroport avait indiqué plus tôt qu'il s'agissait "de vols de rapatriement" pour "les passagers qui ont été déroutés vers d'autres aéroports européens".

British Airways a reçu l'autorisation de faire décoller huit vols long-courriers à partir de 19H00 GMT, à destination de Singapour et de l'Afrique du Sud notamment.

Les restrictions sur les vols de nuit ont été temporairement levées afin de décongestionner l'aéroport d'Heathrow, a annoncé le ministère des Transports.

"Nous prévoyons de reprendre pleinement nos opérations", a déclaré le directeur de l'aéroport, Thomas Woldbye, appelant les passagers à venir "normalement" à l'aéroport.

Il a présenté ses excuses "aux nombreuses personnes dont les déplacements ont été perturbés". "Nous sommes vraiment désolés pour tous les désagréments", a-t-il dit,

soulignant que cet incident "majeur" était "sans précédent".

Le directeur de British Airways, Sean Doyle, a prévenu qu'il y aurait un "impact énorme (...) dans les prochains jours" pour les passagers. Plus de 100.000 clients de British Airways ont été affectés par la fermeture de l'aéroport.

### Stress et frustration

Heathrow est l'un des aéroports les plus fréquentés du monde et dessert 80 pays.

Quelque 1.350 avions devaient initialement y atterrir ou en décoller vendredi, avec une capacité de quelque 290.000 passagers, et cette fermeture a entraîné des perturbations en chaîne dans le trafic aérien mondial, avec de nombreux vols supprimés ou reroutés.

L'enquête a été confiée à l'unité antiterroriste de la police londonienne, étant donné l'impact de l'incident "sur une infrastructure nationale critique".

"Après une première évaluation, nous ne considérons pas cet incident comme suspect, mais l'enquête se poursuit", a indiqué vendredi soir la police.

Andreia Vieira devait s'envoler pour Hong Kong avec son mari. Muhammad Khalil pensait enfin retrouver sa femme au Pakistan. Jake Johnston était impatient de retourner à Los Angeles. Ils ont comme des milliers de voyageurs dû gérer stress et frustration.

Andreia Vieira, Portugaise de 50 ans, avait prévu des vacances à Hong Kong avec son mari. "Un ami nous attend là-bas" dit-elle à l'AFP. Elle essaie de trouver un vol pour lundi prochain, tout étant complet avant, et un hôtel à Londres. "On perd beaucoup d'argent", dit-elle.

L'opérateur de l'aéroport, Heathrow Airport Holdings,

avait signalé dans la nuit de jeudi à vendredi "une coupure d'électricité significative" et annoncé la fermeture de l'aéroport "jusqu'à 23H59 (GMT) le 21 mars".

### "Graves questions"

L'aéroport dispose de plusieurs sources d'électricité pour son alimentation, ainsi que de générateurs de secours. Mais ces systèmes ne sont pas conçus pour assurer une exploitation complète de l'infrastructure, selon son opérateur.

"Nous devons comprendre ce qui a causé un incident d'une telle ampleur", a déclaré le ministre des Transports Heidi Alexander, promettant que des "leçons seront tirées".

Cet incident montre que Heathrow est "très vulnérable", a souligné le ministre de l'Energie, Ed Miliband.

"Comment se fait-il qu'une infrastructure stratégique (...) soit totalement dépendante d'une seule source d'électricité, sans alternative? Si c'est le cas, comme cela semble l'être, c'est un manquement clair d'organisation de la part de l'aéroport", a dénoncé sur X le directeur général de l'Association internationale du transport aérien (IATA), Willie Walsh.

"Nous ne pouvons pas nous protéger à 100% contre des imprévus de certaine taille, et celui-ci en fait partie", s'est défendu le directeur d'Heathrow.

Le coût de la fermeture de Heathrow pour l'aéroport et les compagnies aériennes sera "certainement supérieur à 50 millions de livres (59 millions d'euros)", a estimé pour l'AFP Philip Butterworth-Hayes, consultant dans l'aviation.

Construit en 1946, Heathrow est le plus important des cinq aéroports qui desservent la capitale britannique. Il a obtenu en janvier le feu vert du gouvernement pour la construction d'une troisième piste d'ici 2035.



## En Turquie, une quatrième nuit de manifestations après l'arrestation du maire d'Istanbul

**Les procureurs accusent Ekrem İmamoğlu d'avoir exploité sa position à des fins lucratives, notamment par l'attribution inappropriée de contrats gouvernementaux.**

En Turquie, la colère ne retombe toujours pas. Quatre jours après l'arrestation du maire d'Istanbul, des milliers de manifestants se sont rassemblés devant l'hôtel de ville, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 mars.

Ekrem İmamoğlu, éminent opposant politique au président Recep Tayyip Erdoğan, a été arrêté après une descente de police dans sa résidence, mercredi, dans le cadre d'une enquête sur des allégations de corruption. Il est accusé d'avoir exploité sa position à des fins lucratives, notamment par l'attribution abusive de marchés publics.

Dans une seconde enquête, l'édile d'Istanbul est également accusé d'avoir aidé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en formant prétendument une alliance avec des groupes kurdes pour les élections municipales d'Istanbul. Le PKK, à l'origine d'une insurrection de plusieurs décennies en Turquie, est considéré comme une organisation terroriste par Ankara, l'Union européenne, les États-Unis et d'autres alliés.

### Accusation de "coup d'État"

Les analystes estiment que Ekrem İmamoğlu pourrait être démis de ses fonctions et remplacé par un "maire administrateur" s'il est formellement accusé de liens avec le PKK.

Cette détention, qui peut durer jusqu'à quatre jours, a déclenché d'importantes manifestations à Istanbul et dans de nombreuses autres villes du pays, malgré l'interdiction de manifester.

À l'instar des manifestants, qui estiment que cette arrestation est motivée par de raisons politiques, l'opposition a accusé Erdogan d'usurper la volonté du peuple en tentant d'éliminer son principal rival politique. Ils considèrent également que cette répression est une tentative du président turc de prolonger son règne, malgré les défaites subies par son parti lors des élections municipales de l'année passée.

"Il y a beaucoup d'anarchie et on ne sait pas très bien où cela va nous mener. Je suis ici parce que tout ce que nous pensions qu'ils ne feraient pas, ils le font", a assuré Doğa, une psychologue venue manifester.

En marge des manifestations, des dizaines de personnes ayant partagé du contenu considéré comme "provocateur" sur les réseaux sociaux en rapport avec l'arrestation d'İmamoğlu ont été arrêté, a indiqué Ali Yerlikaya, le ministre de l'Intérieur. Les autorités ont identifié 261 comptes ayant partagé des messages incitant, selon eux, à la haine publique ou à la criminalité, dont 62 sont gérés par des personnes basées à l'étranger.

Cette arrestation a également provoqué une onde de choc sur les marchés financiers, entraînant des interruptions temporaires des transactions, ce mercredi, afin d'éviter les ventes de panique.

Comme nombre de représentants du

gouvernement, Omer Celik, porte-parole du Parti de la justice et du développement (AK Parti) d'Erdoğan, a rejeté les allégations de l'opposition selon lesquelles les détentions étaient orchestrées par le gouvernement et a appelé au respect de la procédure judiciaire. "Ce qu'un homme politique devrait faire, c'est suivre la procédure judiciaire. Aucun d'entre nous n'a d'informations sur le contenu du dossier [pénal]", a-t-il assuré.

Il a également rejeté les accusations du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), selon lesquelles l'arrestation du maire équivaldrait à un coup d'État. "Le nom de notre parti, de notre président, ne peut être associé qu'à la démocratie - à l'opposé d'un coup d'État", a déclaré Omer Celik.

Sur son compte X, Recep Tayyip Erdoğan, a, de son côté, rejeté toute accusation d'ingérence. "Ils savent même que la plupart de ces informations et documents ont été transmis à la justice par des membres de leur propre parti", a-t-il écrit. "Il est également évident que la plupart des dirigeants du CHP qui versent des larmes de crocodile en public seront ravis en privé, car ils ont éliminé leurs rivaux dans ce conflit interne."

L'arrestation d'İmamoğlu a eu lieu quelques jours avant qu'il ne soit désigné comme candidat présidentiel du CHP lors d'une primaire prévue dimanche, qui se déroulera malgré tout comme prévu, a assuré le chef du parti.

### De nombreux étudiants dans la rue

Cette semaine, le maire d'Istanbul a dû faire face à un autre revers : son université

a annulé son diplôme, invoquant des irrégularités présumées dans son transfert en 1990 d'une université privée du nord de Chypre à sa faculté de commerce, une décision qu'il a déclaré vouloir contester.

Cette décision l'empêche de se présenter à l'élection présidentielle, qui exige des candidats qu'ils soient titulaires d'un diplôme universitaire.

Parmi les manifestants se trouvent de nombreux étudiants. C'est le cas de Berkay Aşkın : "Si cela peut lui arriver, cela peut m'arriver aussi. Je suis étudiant et si mes biens ou mon diplôme m'étaient retirés à l'avenir, je voudrais que les gens me soutiennent. C'est la raison pour laquelle je suis ici", a-t-il déclaré à Euronews.

Avant sa détention, İmamoğlu faisait déjà l'objet de plusieurs affaires pénales susceptibles d'entraîner des peines de prison et une interdiction d'exercer une activité politique. Il a également fait appel d'une condamnation prononcée en 2022 pour avoir insulté des membres du Conseil électoral suprême de Turquie, une affaire qui pourrait entraîner une interdiction d'exercer une activité politique.

Ekrem İmamoğlu a été élu maire de la plus grande ville de Turquie en mars 2019, ce qui a porté un coup historique à Erdoğan et à l'AK, qui avait contrôlé Istanbul pendant un quart de siècle. Le parti d'Erdoğan avait fait pression pour annuler les résultats des élections municipales dans cette ville de 16 millions d'habitants, alléguant des irrégularités. La contestation a abouti à une répétition des élections quelques mois plus tard, qu'İmamoğlu a également remportées.

## Trafic de drogue

### Plus de 110 tonnes saisies par les douanes en France en 2024

**Ce chiffre représente une hausse de plus de 74% par rapport à 2023. Les autorités françaises ont par exemple saisi 53,5 tonnes de cocaïne en 2024, soit une augmentation de 130% comparé à l'année précédente.**

Les douanes françaises ont saisi près de 111 tonnes de produits stupéfiants en 2024, dont presque 21 tonnes de cocaïne, une hausse de plus de 74% par rapport à 2023, selon des chiffres consultés samedi par l'AFP. Au total, avec l'ensemble des services de police et gendarmerie mais aussi la marine, les autorités françaises ont saisi 53,5 tonnes de cocaïne en 2024, soit une augmentation de 130% comparé à

2023 (23 tonnes).

L'an dernier, les services douaniers ont également saisi plus de 21 millions d'objets contrefaits, un chiffre en hausse pour la cinquième année consécutive, selon le bilan annuel des douanes, qui sera présenté officiellement lundi à La Seyne-Sur-Mer (Var). Outre les stupéfiants et les objets contrefaits, les douaniers ont saisi plus de 488 tonnes de tabac de contrebande sur l'ensemble du territoire en 2024. Un trafic en plein essor: les services douaniers avaient saisi 521 tonnes de tabac en 2023, après le record de 2022 avec 649 tonnes. Ce trafic représente plusieurs milliards d'euros de pertes pour les finances publiques chaque année.

Sur le volet des armes, les saisies douanières sont aussi conséquentes. Sur les 603 .090 armes, munitions et parties d'armes saisies, 881 sont des armes à feu (+13%) dont près de 150 armes de guerre. Près de 600 millions d'euros d'avoies criminelles ont par ailleurs été saisis en 2024, soit une augmentation de 265%.

### Une proposition de loi contre le narcotrafic actuellement examinée

La proposition de loi visant à lutter contre le narcotrafic, actuellement examinée à l'Assemblée nationale, va permettre de «frapper plus vite et plus fort», a commenté dans un entretien publié samedi soir sur le site du Journal du Dimanche la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin.

«En matière de saisies, le gel administratif, déjà utilisé contre le terrorisme, devrait être adopté et pérennisé par nos services contre le narcotrafic», dit-elle.

Dans les ports, «malheureusement lieux de corruption» et «nœuds logistiques pour les arrivées de drogue», selon la ministre, le texte sur le narcotrafic «va permettre de renforcer les compétences de la douane», en leur donnant «notamment» les «moyens d'accéder aux nombreux flux de données partagées par les acteurs privés et publics qui opèrent sur les ports, comme les arrivées et la provenance des conteneurs, les flux maritimes ou les déplacements de marchandises».

## Le pape François a quitté l'hôpital, hier, après avoir fait sa première apparition publique depuis mi-février

**Souffrant d'une pneumonie, le souverain pontife est hospitalisé depuis le 14 février. Il a offert une bénédiction pour la prière hebdomadaire de l'Angelus depuis l'hôpital Gemelli de Rome, avant de rejoindre le Vatican pour une convalescence d'«au moins deux mois».**

Le pape François a quitté hier l'hôpital, où il a fait ce même jour sa première apparition publique depuis mi-février. Le souverain pontife a offert une bénédiction pour la prière hebdomadaire de l'Angelus depuis la fenêtre de sa chambre à l'hôpital Gemelli de Rome, a fait savoir le Vatican ce samedi 22 mars.

Il devait ensuite suivre une convales-

cence d'«au moins deux mois» au Vatican, a déclaré lors d'une conférence de presse le Pr Sergio Alfieri depuis l'hôpital Gemelli de Rome. «Demain le pape est rentre à la résidence Sainte-Marthe», où réside habituellement le pontife de 88 ans, a-t-il précisé.

«Le pape François a l'intention de faire un salut et une bénédiction depuis l'hôpital Agostino Gemelli de Rome à la fin de l'Angelus, qui sera publiée sous forme écrite comme ces dernières semaines», a ajouté, plus tôt samedi, la salle de presse du Vatican. Cette prière est normalement récitée par le pape tous les dimanches à midi en public depuis une fenêtre du palais apostolique donnant sur la place Saint-Pierre, où sont généralement massés des

fidèles venus pour le voir et l'écouter.

### Hospitalisé depuis le 14 février

Cette annonce intervient alors que le Vatican a fait état de progrès récents de la santé du pape, âgé de 88 ans et hospitalisé depuis le 14 février, après avoir craint que sa vie ne soit menacée par une pneumonie aux deux poumons. «Les progrès ultérieurs se font chez soi, parce que l'hôpital, même si cela peut paraître étrange, est le pire endroit où faire sa convalescence : c'est le lieu où on contracte le plus d'infections», a ainsi expliqué le Pr Sergio Alfieri ce samedi. L'état de santé du pape «s'améliore» et «nous espérons qu'il pourra rapidement reprendre ses activités normales», a précisé un autre membre de l'équipe médicale,

le Dr Luca Carbone.

Ce n'est pas la première fois que le pape fera une apparition à l'hôpital Gemelli : le 11 juillet 2021, François avait récité la prière de l'Angelus depuis le balcon de son appartement situé au 10e étage après une opération du côlon, devant des fidèles et des journalistes. En juin 2023, après son opération d'une hernie abdominale, il avait récité l'Angelus au Gemelli de manière privée, sans apparaître au balcon.

Au cours de ses 26 ans de pontificat (1978-2005), le pape Jean-Paul II avait lui aussi récité à plusieurs reprises l'Angelus depuis le Gemelli, à la fois via des enregistrements audios et des apparitions au balcon.



Guerre en Ukraine

Macron rappelle que le cessez-le-feu doit être « vérifiable » et les Ukrainiens « autour de la table »

Après l'appel entre Trump et Poutine, Emmanuel Macron a répété que l'objectif en Ukraine doit être « une paix solide et durable et les garanties qui vont avec ». Avec le chancelier allemand Olaf Scholz, il a assuré l'Ukraine de la poursuite de l'aide militaire, au moment où Moscou réclame un « arrêt complet » de l'aide militaire occidentale.

Le président Français Emmanuel Macron a déclaré mardi dernier à Berlin que la trêve devait être « vérifiable » en Ukraine et les Ukrainiens associés aux discussions, alors que Donald Trump et Vladimir Poutine

sont convenus d'un cessez-le-feu de trente jours sur l'énergie et les infrastructures.

« L'objectif doit rester le même, avoir un cessez-le-feu mesurable et vérifiable, pleinement respecté, [...] une paix solide et durable et les garanties qui vont avec », a-t-il dit aux côtés du chancelier sortant allemand Olaf Scholz.

« Evidemment cela n'est pas concevable sans que les Ukrainiens ne soient autour de la table », a-t-il martelé. « Nous sommes d'accord également qu'il ne saurait y avoir de décision sur l'Ukraine sans consulter l'Ukraine », a fait écho Olaf Scholz sur le point d'achever son mandat et de céder les commandes à son probable suc-

cesseur Friedrich Merz.

« L'Ukraine peut compter sur nous »

Le chancelier a estimé qu'un cessez-le-feu de trente jours sur l'énergie et les infrastructures en Ukraine pouvait être « un premier pas » mais « l'objectif de tous les efforts doit être une paix juste et durable pour l'Ukraine », a-t-il ajouté.

Les deux dirigeants ont assuré l'Ukraine de la poursuite de l'aide militaire au pays face à la Russie au moment où Moscou réclame un « arrêt complet » de l'aide militaire occidentale.

« Nous continuons le soutien à l'armée ukrainienne dans sa guerre de résistance

face à l'agression russe », a affirmé Emmanuel Macron. « Nous sommes tous deux d'accord sur le fait que l'Ukraine peut compter sur nous, que l'Ukraine peut compter sur l'Europe et que nous ne la laisserons pas tomber », a dit Olaf Scholz.

Le chancelier a aussi jugé « important que Washington poursuive son soutien militaire à l'Ukraine ».

Après sa rencontre avec Olaf Scholz, Emmanuel Macron doit s'entretenir à Berlin avec Friedrich Merz, vainqueur des récentes législatives et qui espère achever prochainement la formation d'une coalition gouvernementale.

Drone autonome, Mach 2, furtivité... À quoi ressemblera le F-47, l'avion de sixième génération annoncé par Donald Trump ?

Les États-Unis confient à Boeing la mission de développer le F-47, un avion de combat de sixième génération. Donald Trump évoque « la machine la plus létale jamais construite ».

L'armée américaine va se doter d'un nouvel avion de combat de sixième génération. Donald Trump a annoncé vendredi la signature d'un contrat avec Boeing pour la conception et la fabrication de cet avion qui portera le nom de F-47. « Il n'y a rien au monde qui peut se comparer à ce futur avion. Personne, aucun pays, n'a jamais eu un avion de cette nature qui dispose d'attributs exceptionnels pour un avion de combat, en termes de manœuvrabilité, de vitesse, de charge utile, d'emport... », a indiqué le président américain.

Cet avion est en développement « depuis de nombreuses années » avec « des essais en vol conduits depuis quatre ans », a précisé Donald Trump. « Il s'agira de la machine la plus létale jamais construite. Il surpassera tous les avions des autres pays. Il dépasse tout ce qui existe, a-t-il insisté. Nous espérons n'avoir jamais à employer cette arme exceptionnelle mais nous en disposerons. Et si nous faisons usage de cette arme, nos ennemis ne sauront jamais ce qui les frappe. »

Donald Trump indique que la production « à grande échelle » va commencer et que l'armée de l'air américaine « restera la plus puissante du monde ». « Je ne parlerai pas du prix car cela donnerait des indications sur la taille et les capacités de cet avion »,

a-t-il encore dit.

Alors à quoi pourrait ressembler le futur F-47 ? Donald Trump a indiqué qu'il serait de sixième génération, donc supérieur à la cinquième génération. Mais ce « classement générationnel » est très discuté pour sa pertinence. Il s'agissait dans les années 1980 de classer les avions par ordre chronologique. Mais elle a pris depuis une tournure marketing qui ne repose pas toujours sur du concret.

Surpasser la Chine

Un avion conçu en 4e génération par un pays peut par exemple s'avérer meilleur que la 5e génération d'un autre. C'est le cas du Su-57 russe, dont la surface détectable par un radar (SER) est estimée entre 0,1 et 1 m², soit plus que le Rafale français, dont le constructeur Dassault estime « la SER minimale entre 0,05 et 0,1 m² », selon un article du site Portail Aviation. Le Rafale de 4e génération est donc plus furtif que le Su-57 de 5e génération. Mais l'avion français « sera détecté deux fois plus loin qu'un F-35 avec un même radar », précisait encore Portail Aviation.

Cela étant dit, Donald Trump a évoqué des capacités jamais vues pour le F-47. Il faut dire que l'armée de l'air américaine espère un bond technologique pour prendre l'ascendant sur l'ennemi probable de demain : la Chine. « Elle souhaite un nouvel avion doté de la portée, de la vitesse et de la furtivité nécessaires pour opérer efficacement au-dessus de la vaste région indo-pacifique et contre certains des sys-

tèmes d'armes les plus avancés de la Chine, notamment les chasseurs furtifs actuels et futurs et les systèmes de missiles sol-air », écrit le site Aviation Week Network. La Chine a d'ailleurs fait voler en début d'année un nouvel avion, possible-ment de sixième génération.

Des drones autonomes en soutien

Le futur avion de Boeing devrait donc « atteindre une vitesse supersonique et, peut-être, être dépourvu de gouvernes verticales (la partie verticale à l'arrière de l'appareil, ndlr) pour améliorer sa survivabilité, ainsi qu'une structure imposante permettant d'embarquer carburant, capteurs et armes », listent ainsi nos confrères. Donald Trump a évoqué une vitesse supérieure à Mach 2,0. À titre de comparaison, le Rafale peut atteindre une vitesse maximale entre Mach 1,8 et Mach 2,0.

Selon CBS News, l'appareil disposera aussi d'un système de ciblage et de soutien aux pilotes assistés par l'IA, d'un revêtement furtif qui répond « dynamiquement » à la détection radar et thermique, de la compatibilité « avec les armes hypersoniques et les systèmes à énergie dirigée », de communications cryptées quantiques et de « moteurs à cycle adaptatif capables de passer du mode haute vitesse au mode économe en carburant ».

Autre atout probable : le F-47 devrait être capable de voler avec des drones en soutien. C'est le Collaborative Combat Aircraft (CCA). Selon le site The War Zone (TWZ) en juillet 2024, l'US Air Force mise

beaucoup sur cette capacité puisqu'elle prévoit dans un premier temps d'acquérir 100 drones CCA « hautement autonomes » et qui devraient « collaborer étroitement » avec des avions de combat habités. « L'objectif ultime est d'acquérir et de déployer 1000 CCA, voire davantage, indiquait TWZ. La future flotte complète de CCA pourrait être composée de plusieurs modèles distincts aux performances et capacités variées. »

Trois fois le prix d'un F-35 ?

Mais toutes ces technologies auront un coût astronomique. Selon des experts, un F-47 coûtera plus de 300 millions de dollars pièce. « C'est une plateforme très coûteuse », avait déclaré Franck Kendall, secrétaire de l'armée de l'air, à Defense News en août 2024, alors que le projet d'un avion de nouvelle génération était débattu. « Elle coûte environ trois fois le prix d'un F-35, et nous ne pouvons nous la permettre qu'en petite quantité », avait-il ajouté, alors que le F-35 est déjà considéré comme un appareil hors de prix.

Les États-Unis pourraient alors être tentés d'exporter le F-47 pour récupérer une partie de leur investissement. Une possibilité évoquée par Donald Trump vendredi. « Nos alliés nous ont déjà contactés pour acheter cette machine », a-t-il assuré. Mais cette version à l'export sera limitée. « Nous leur en vendrons peut-être mais avec des capacités diminuées de 10 % parce que peut-être qu'un jour ils ne seront plus nos alliés », a prévenu le président américain. Les potentiels acheteurs sont prévenus.

**To: All Members of UTM Employees' Union**

The UTM Employees' Union invites the members to attend the Annual General Meeting on Thursday 17 April 2025 at 12h00 in the UTM conference room, La Tour Koenig, Pointes aux Sables.

**Agenda:**

1. Welcome address by the President.
2. Reading and approval of last minute
3. Treasurer's Report 2024
4. Matters Arising
5. Election of new Executive Members\*
6. Appointment of two (2) Auditors
7. Amendments of Rules of UTMEU
8. AOB

*Interested members are requested to submit their application letters to service as Executive member in the UTM Employees' Union at latest 10 April 2025 at noon.*

(Lovena Govindanaik-Coolen)

Secretary

UTMEU

**NOTICE UNDER SECTION 62(2) OF THE COMPANIES ACT 2001**

Notice is hereby given that **Anahita Estates Limited** (File No. 52344) intends to propose to its shareholder a Special Resolution to reduce its stated capital from MUR 989,871,291 to MUR 839,871,291.

*Dated this 21 March 2025*

By Order of the Board.

CIEL Corporate Services Ltd  
Company Secretary

**NATURALIZATION**

Notice is hereby given that **Mr. Didier Charles Henri UNGLIK** of Ah Koon Lane, Royal Road, Grand Baie, Mauritius, is applying to the Minister for a certificate of naturalization and that any person who knows any reason why naturalisation should not be granted should send a written and signed statement of the facts to the Secretary for Home Affairs, Prime Minister's Office, Port-Louis.

**NATURALIZATION**

Notice is hereby given that **Mr. JingSheng Zhang** of No.8, West Rock Complex, Plantation Marguery, Black River, is applying to the Minister for a certificate of naturalization and that any person who knows any reason why naturalization should not be granted should send a written and signed statement of the facts to the Secretary for Home Affairs, Prime Minister's Office, Port Louis.

**CHANGE OF NAME**

Notice is hereby given that **Mr. Sew MATTABADUL c/o Mr. Seetaram GOBIN** of 143, Grannum Road, Vacoas, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his name and surname **Sew MATTABADUL** into those of **Simon MATTA**, so that in the future he shall bear the name and surname of **Simon MATTA**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 19<sup>th</sup> day of March 2025.

**Mr. Sew MATTABADUL**  
**Applicant**



UEFA - LIGUE DES NATIONS MATCHES ALLER - RETOUR (HIER SOIR)

Pays Bas 2 Espagne 2

Un match spectaculaire mais pas de vainqueur entre les Pays-Bas et l'Espagne

Les Pays-Bas pensaient réussir une belle opération à Rotterdam ce jeudi soir (2-2) en quart de Ligue des Nations. La Roja, tenante du titre et championne d'Europe, a arraché le nul grâce à un but de Mikel Merino dans le temps additionnel. Les deux équipes se quittent dos à dos après une partie très animée. Prometteur avant le retour dimanche à Valence.

Décidément, l'Espagne est intraitable sur le Vieux Continent. Pour le compte des quarts de finale aller de la Ligue des Nations 2024-2025, le tenant du titre a arraché le match nul face aux Pays-Bas au bout d'une rencontre spectaculaire à Rotterdam (2-2). Dans le bouillant De Kuip, le collectif oranje est progressivement monté en puissance pour mettre à mal le vainqueur du dernier Euro. Fort heureusement pour la Roja, un but de Mikel Merino au bout du temps additionnel a permis aux champions d'Europe de conserver leur invincibilité après 17 rencontres toutes compétitions confondues. Dimanche prochain à Valence, l'Espagne pourrait se qualifier pour les demi-finales d'une compétition où la formation de Luis De La Fuente est plus que jamais favorite à sa propre succession.

Ce ne sera finalement pas pour cette fois que l'Espagne mettra fin à sa série d'invincibilité sur la scène internationale. Longtemps, les Pays-Bas ont cru infliger à son hôte ibérique sa première défaite depuis le 22 mars 2024 et un match amical perdu contre la Colombie. Mais en fin de compte, le champion en titre va dépasser les 365 jours sans concéder le moindre revers. À quoi cela est-il dû ? Il y a, d'une part, l'abnégation d'un collectif espagnol toujours capable de trouver une issue favorable à une situation complexe voire vouée à l'échec. D'autre part, l'incapacité des Bataves à rester en situation de domination dans une fin de match tendue. Résultat des courses : l'expulsion du jeune Jorrel Hato (81e) a enclenché un changement de dynamique pour permettre à l'Espagne d'arracher un match nul que les locaux verront sans doute comme une sorte de défaite.

Reijnders, la tempête après le calme

Sur les terres néerlandaises, tout s'est déroulé en trois phases. Tout d'abord, l'Espagne s'est mise à profiter d'une première erreur défensive de... Hato. Auteur d'un bon pressing haut, Lamine Yamal a servi Pedri dans la surface locale. Avec justesse, le métronome du Barça a décalé Nico



Williams pour une précoce ouverture du score visiteuse (9e, 0-1). Touché dans leur orgueil, les Pays-Bas ont élevé le curseur pour bousculer le 4-3-3 adverse. Une stratégie payante puisque Cody Gakpo a trouvé une première fois la faille dans le but d'Unai Simon pour égaliser d'un tir tendu au premier poteau (28e, 1-1). Pris dans l'étau batave, l'Espagne s'est faite bouger à l'image d'une frappe soudaine de Tijani Reijnders sur le haut de la barre (42e).

Après seulement quelques secondes en deuxième période, le milieu de terrain de l'AC Milan s'est retrouvé à la conclusion d'une action fluide issue du côté droit grâce à

l'intenable Jérémie Frimpong (46e, 2-1). Pour la première fois du match, l'Espagne a dû évoluer dans la position du chasseur et cela aurait pu lui coûter cher. Si les sorties de Yamal et Pedri se sont faites sans blessure, celle de Pau Cubarsi (30e) pourrait entraîner le forfait du défenseur barcelonais pour le match retour, mais aussi pour les prochains rendez-vous du Barça. Heureusement, le carton rouge de Hato a tout changé, et Mikel Merino, fraîchement entré en jeu, a arraché l'égalisation au bout du suspense (93e, 2-2). Cette Espagne n'est pas invincible, mais presque.

L'antisèche de Croatie - France (2-0) : Les Bleus ont fait pschitt à Split

L'équipe de France s'est logiquement inclinée en Croatie, jeudi en quart de finale aller de la Ligue des Nations. Une défaite 2-0 qui compromet ses chances de qualification au Final Four et, surtout, qui fait désordre alors que l'on attendait beaucoup de l'attaque régénérée des Bleus, menée par Kylian Mbappé et Ousmane Dembélé. A l'arrivée, on n'a rien vu. Ou si peu.

On attendait de les revoir. De découvrir, surtout, la recette mitonnée par DD pour les associer. Qui dans l'axe ? Qui à gauche ? Eh bien un peu tout le monde au coup d'envoi, puis que Kylian Mbappé a eu droit à l'axe gauche et Ousmane Dembélé à une position centrale, mais en soutien du Madrilène et de l'autre attaquant aligné, Randal Kolo Muani. Un 4-4-2 losange, donc. Et une équipe de France un brin timide, qui aurait vite pu se retrouver menée si Kramaric avait mieux frappé son penalty, obtenu après une main d'Ibrahima Konaté et repoussé par Mike Maignan (8e).

Elle l'a finalement été après 26 minutes en raison de la passivité du duo Koundé - Saliba. Mais les deux défenseurs n'ont pas eu la palme de l'atonie tant tous les Bleus ont roupillé lors du premier acte, conclu avec deux buts de retard après une reprise parfaite d'Ivan Perisic. Le réveil ? Avec Dembélé repassé à droite et Mbappé seul dans l'axe à la sortie de Kolo Muani, il a

sonné tardivement. Mais pas assez fort.

Les joueurs : une défense aux abois, le dembelé d'avant

Battus en Croatie après un match raté, les Bleus ont souffert dans tous les secteurs de jeu. Derrière, ce fut un calvaire pour tout le monde, ou presque. Devant, ce ne fut pas beaucoup mieux avec un Ousmane Dembélé maladroit et un Kylian Mbappé mis en échec par Livakovic.

Les Bleus viennent de perdre leur deuxième match de suite face à la Croatie, après le brouillon de juin 2022, au Stade de France (0-1). Avant ces deux revers, la France n'avait jamais été battue par la jeune Croatie et avait même gagné les matches qu'il ne fallait pas rater. En 1998 et en 2018. On se console comme on peut.

"On a mal commencé le match, on a perdu beaucoup de ballons et on n'était pas là dans les duels. Il faut rester positif. Il reste encore un match, on va tout donner."

La dernière impression est celle qui reste en bouche. Toujours. Ça tombe bien, les Bleus remettent le couvert dimanche soir et se voient offrir une seconde chance de faire une première bonne impression en 2025. Mais pour donner un peu de lustre à ce mois de mars, il faudra faire mieux que ce jeudi à Split, et c'est rien de le dire tant les hommes de Didier Deschamps ont été à côté de la plaque, longtemps passifs comme aux pires heures de... 2024.

C'est dommage, parce qu'on avait envie



de les retrouver, Kylian Mbappé, le nouvel Ousmane Dembélé, et toutes les promesses qu'ils avaient semées cet hiver. A l'arrivée, on n'a pas eu besoin de plisser les yeux devant le peu de rayonnement du duo.

A qui la faute ? A Didier Deschamps. Parce qu'un sélectionneur, quel qu'il soit, ne peut se soustraire à ses responsabilités après une soirée comme celle-là. Il a tenté d'adapter son système au duo Mbappé - Dembélé. Raté. Aux joueurs, aussi, qui ont longtemps brillé par leur atonie. Alors, oui, on va d'ici peu entendre que ce rassemblement est malencontreusement placé entre les 8es et les quarts de la C1. Ce à quoi on

répondra que c'est toujours le cas et que le football de sélections mérite mieux qu'un quart de finale aller, même de Ligue des Nations, disputé au rythme d'un vulgaire amical de fin de saison.

La dernière fois que les Bleus ont abordé la seconde moitié d'une double confrontation au Stade de France avec deux buts de débours, ça s'était terminé en feu d'artifice. Mais l'enjeu était autrement plus important que celui de ce mois de mars 2025. Et vu l'entrain du soir, on a du mal à imaginer assister à un festival de pyrotechnie au Stade de France.



UEFA - LIGUE DES NATIONS MATCHES ALLER - RETOUR (HIER SOIR)

Danmark 1 Portugal 0

Le Danemark fait chuter logiquement le Portugal de Ronaldo

À l'issue d'un match abouti, le Danemark a pris un léger avantage face au Portugal (1-0, quart de finale aller de Ligue des nations) de Cristiano Ronaldo, discret ce jeudi soir à Parken, grâce à un but du Mancunien Rasmus Højlund (78e). Les Danois auraient même pu avoir un avantage plus lourd si Diogo Costa n'avait pas stoppé le penalty de Christian Eriksen en première période (24e).

Le Portugal a chuté dans cette Ligue des Nations. Invaincue en phase de poules, la sélection de Cristiano Ronaldo est tombée sur un os nommé Danemark ce jeudi à Copenhague lors du quart de finale aller (1-0). Et ce n'est pas cher payé pour les locaux, qui ont eu moult occasions et ont même raté un penalty en première période avant que Rasmus Højlund ne sorte du banc pour donner la victoire à son équipe dans le dernier quart d'heure (78e). Et par la même occasion une option pour la qualification avant le retour dimanche à Lisbonne.

Avec Cristiano Ronaldo en pointe, on attendait beaucoup de ce Portugal qui était sorti solide premier de son groupe 1. La déception est à la hauteur des attentes tant le quintuple Ballon d'Or (40 ans) et son équipe sont passés à côté de la rencontre. Difficile à trouver, obligé de redescendre bien bas pour toucher le ballon, CR7 n'a pas pesé offensivement et son équipe guère plus. Si ce n'est une frappe lourde de Neto bien détournée par Schmeichel en début de partie (8e), le Portugal ne s'est pas vraiment montré dangereux.

Diogo Costa a retardé l'échéance...avant de se rater

Tout l'inverse d'un Danemark qui a produit de bout en bout un football agréable et dynamique. Un allant auquel il n'a



longtemps manqué que le réalisme. La faute aussi au gardien adverse Diogo Costa, qui a réalisé quelques miracles. Comme lorsqu'il a détourné un penalty d'Eriksen (24e) ou sur deux horizontales spectaculaires face à Biereth (36e) et Isaksen (55e).

Malheureux sur le penalty, Eriksen l'a aussi été quand Dalot lui a enlevé un but

sur sa ligne (42e) et lorsqu'il a raté une reprise de volée au point de penalty (73e). Des frustrations qui se sont en partie envolées sur l'ouverture du score danoise, consécutive à une mauvaise relance de Diogo Costa, où le Mancunien a été un des cinq joueurs à toucher le ballon sur cette action de toute beauté conclue par Højlund (78e).

Un but tardif mais amplement mérité pour le Danemark, qui a frappé en tout 24 fois au but contre 8 tirs côté portugais. L'illustration chiffrée d'un match maîtrisé qui donnera à la nation scandinave une belle dose de confiance. Elle en aura besoin pour conserver cette courte avance dans trois jours.

Italie 1 Allemagne 2

L'Allemagne l'emporte en Italie et prend une option pour les demi-finales

L'Italie s'est imposé face à l'Allemagne en quart de finale aller de la Ligue des Nations. Avant le retour chez les Allemands dimanche, la « Squadra Azzurra » a pris une option en vue de se qualifier pour les demi-finales de la compétition.

L'Allemagne a souffert, notamment en première période, mais a gardé la tête hors de l'eau pour renverser l'Italie 2 à 1 en quarts de finale aller de la Ligue des nations jeudi à Milan. Avant le match retour dimanche à Dortmund, la Mannschaft a pris l'ascendant dans le duel des quadruples champions du monde italiens qui ont perdu de leur superbe.

L'Allemagne gagne en Italie, une première depuis 39 ans

Mais ses 45 premières minutes, sans relief obligeant Julian Nagelsmann à remanier son équipe à la pause, n'ont pas dû rassurer ses supporters. Sans son gardien de but Oliver Baumann, elle aurait pu rallier les vestiaires avec deux, voire trois buts de retard. Devant les 60 300 spectateurs de San Siro, l'Italie, privée sur blessure de Mateo Retegui, meilleur buteur de Serie A, n'a pas perdu de temps.

Elle a pris l'avantage dès la 9e minute grâce à une inspiration de Nicolo Barella. Le meneur de jeu de l'Inter a trouvé dans la surface de réparation Matteo Politano, dont le centre en retrait a été repoussé par



Jonathan Tah d'une maladroite talonnade qui a échoué dans les pieds de Sandro Tonali. L'ancien joueur de l'AC Milan a trompé Oliver Baumann, abandonné par sa défense, d'une reprise instantanée.

Baumann, titularisé en l'absence Marc-André ter Stegen, gravement blessé à un genou depuis septembre, a en revanche été décisif devant Tonali (30e) puis en détournant une frappe sèche de Moise Kean (32e), encore une fois bien trouvé par

Politano. La riposte allemande s'est alors limitée à une reprise lointaine de Leon Goretzka (19e), captée sans mal par Gianluigi Donnarumma. Mais la défense italienne montrait déjà quelques signes de fébrilité sur les ballons aériens, sans que la Mannschaft n'en profite.

Jusqu'à la 49e minute lorsqu'un centre de Joshua Kimmich a été repris de la tête par Tim Kleindienst, entré à la pause en remplacement du transparent Jonathan Burkardt, pour son troisième but en cinq

sélections. L'Italie, si sereine, a commencé à reculer et à balbutier son football : dans un stade soudain silencieux, Donnarumma a dû sortir dans les pieds de Joshua Kimmich (53e) pour sauver son équipe.

Seul Tonali arrivait encore à surnager : à la 67e minute, il a démarqué Giacomo Raspadori, mais l'attaquant du Napoli a perdu son duel avec Baumann qui a détourné sa frappe du bout du pied gauche. C'est encore grâce à une tête, cette fois de Goretzka, que l'Allemagne a pris l'avantage : sur un corner de Kimmich, le milieu du Bayern Munich a devancé Donnarumma (76e) pour offrir à la Mannschaft sa première victoire en Italie depuis 39 ans.

« Ce que je retiens, c'est notre envie de gagner et notre capacité à réagir », s'est réjoui Nagelsmann, avant de reconnaître que « la première période a été difficile, on a couru partout sans arriver à mettre en place notre plan de jeu ». Neuf fois après son élimination dès les 8e de finale de l'Euro-2024, la Nazionale est retombée dans ses travers.

« On a manqué de réalisme, on a fait trop de mauvais choix », a regretté son sélectionneur Luciano Spalletti. « Les matches à ce niveau se jouent à des petits détails. On a fait un bon match, mais on n'a pas réussi à marquer ce deuxième but. Mais il y a un match retour et on va aller chercher la qualification à Dortmund », a assuré Giovanni Di Lorenzo.

Neuf fois après son élimination dès les 8e de finale de l'Euro 2024, la Nazionale est retombée dans ses travers.